

Communiqué de presse de la FSU suite au CTPM du 01/10/2009

Un manque d'ambition provocateur !

Le Ministre de l'Education nationale vient de proposer aux organisations syndicales d'engager un dialogue sur la gestion des ressources humaines et les rémunérations des enseignants et des personnels de l'éducation. Les propositions avancées pour servir de base à cette discussion -et qui s'inscrivent dans une inacceptable politique de suppressions d'emploi- sont particulièrement limitées au regard des besoins et des attentes, voire contradictoires avec ces attentes et les réalités des besoins liés à l'exercice des métiers.

Ainsi l'augmentation proposée de 100 euros au moins pour les débuts de carrière ne compense même pas l'allongement de la durée de la formation et le retard d'un an du recrutement ; rien n'est prévu pour la masse des enseignants en exercice si ce n'est des mesures relevant du « travailler plus pour gagner plus » et un débouché en fin de carrière dont ni le contour ni les critères ne sont définis.. Quant aux mesures concernant la formation continue, la mobilité ou l'accompagnement personnalisé, elles risquent d'autant plus de se révéler des leurres que la politique de suppression d'emplois est contradictoire avec une vraie réponse aux besoins en ce domaine.

Les autres personnels ne font l'objet d'aucune mesure nouvelle. Rien notamment sur les infirmier-e-s et les assistant-e-s sociaux. Rien sur la précarité!

Si le ministre reconnaît bien la dévalorisation des personnels de l'Education, ses propositions ne sont pas à la mesure du problème.

En réalité elles sont marquées par une politique générale de la Fonction publique qui à la fois réduit l'emploi public, tire vers le bas l'ensemble des rémunérations et promeut l'individualisation fondée sur un pseudo mérite.

La FSU participera aux discussions mais entend bien agir pour repousser les limites et obtenir un ensemble de mesures qui répondent enfin aux attentes et aux besoins de tous.